



## Politique d'environnement et comportement des ménages

Résumé en français

- Les schémas de consommation et le comportement des ménages ont un impact déterminant sur les stocks de ressources naturelles ainsi que la qualité de l'environnement. C'est pourquoi les gouvernements ont adopté une large panoplie de mesures afin d'inciter les consommateurs à intégrer l'environnement dans leurs achats et leurs habitudes. Parmi les initiatives récentes, on retiendra l'abandon des ampoules à incandescence, l'introduction des labels de performance énergétique pour les logements ainsi que l'adoption d'incitations fiscales en faveur des véhicules roulant avec des carburants alternatifs.
- À l'heure où les pouvoirs publics mettent en place des stratégies destinées à encourager une consommation plus écologique, cette nouvelle enquête de l'OCDE, réalisée auprès des ménages, apporte des éclairages sur les mesures qui sont réellement efficaces et sur les facteurs qui déterminent le comportement des ménages. L'étude s'intéresse à cinq domaines : la consommation d'eau, la consommation d'énergie, le choix du mode de transport personnel, la consommation d'aliments biologiques ainsi que la production et le recyclage des déchets.
- On trouvera dans cette publication les principaux résultats de l'analyse des réponses à l'enquête ainsi que les implications de ces résultats pour les politiques publiques. L'étude a été effectuée auprès de plus de 10 000 ménages de dix pays membres de l'OCDE : l'Australie, le Canada, la Corée, la France, l'Italie, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, la République tchèque et la Suède.

---

## *Il est primordial de fournir l'incitation économique appropriée*

---

Les résultats de l'étude confirment qu'il importe de fournir l'incitation adéquate pour susciter un changement de comportement. On constate que les incitations fondées sur les prix encouragent les économies d'énergie et d'eau. C'est ainsi que des ménages dont la consommation est facturée en fonction du volume consomment environ 20 % de moins d'eau que les autres. De plus, ils sont plus susceptibles d'équiper leur habitation d'équipements économes en eau. De même, le fait de facturer le ramassage des déchets non triés produits par les ménages accroît les volumes à recycler. Enfin, lorsque le prix du carburant augmente, le taux de motorisation et l'utilisation de la voiture diminuent, ce qui vient confirmer les résultats d'études antérieures.

Par ailleurs, les données montrent que le fait de facturer la consommation en fonction du volume a un rôle informatif dans la mesure où les ménages ont ainsi une indication de leur niveau de consommation. Et, de fait, les réponses à l'enquête révèlent que les personnes interrogées ignorent quelle est leur consommation réelle d'eau et d'électricité lorsque cette dernière n'est pas mesurée sur place. Le simple fait de mesurer la consommation et d'attribuer un prix, même très bas, à l'usage d'une ressource liée à l'environnement se ressent dans les décisions des ménages. On peut en déduire que les campagnes récentes destinées à informer les consommateurs en installant des compteurs intelligents affichant en temps réel des données précises sur la consommation d'énergie de l'habitation influenceront sur les décisions des ménages même si les prix restent faibles.

En général, les résultats donnent à penser qu'il faudra introduire des mesures fondées sur les prix et faire varier les prix relatifs (de l'électricité, de l'eau, des combustibles ou des services ramassage des déchets) si l'on veut réduire les émissions et préserver les ressources naturelles.

---

## *Information et sensibilisation ont un effet complémentaire important*

---

Outre le rôle significatif des mesures fondées sur les prix, les résultats de l'enquête démontrent que des mesures plus "douces" reposant sur l'information des consommateurs et la sensibilisation du public, peuvent avoir une action complémentaire substantielle, du côté de la demande, sur les comportements. Les résultats obtenus révèlent un impact de ces politiques "douces" plus important que ne l'avaient montré des évaluations antérieures des instruments de la politique publique.

L'étude s'intéresse tout particulièrement à la conscience et au souci de l'environnement que manifestent les ménages et à leurs répercussions sur les décisions. Les personnes interrogées qui exprimaient un souci particulier de l'environnement par rapport à d'autres problèmes, sont le plus susceptibles d'adopter des pratiques et de consentir des investissements pour réduire leur impact sur l'environnement. Ainsi, la sensibilité aux questions écologiques est un déterminant essentiel de la volonté d'économiser l'eau et réduit la probabilité de posséder une voiture. Le souci de l'environnement influe également sur la demande d'appareils ménagers économes en énergie et d'énergies renouvelables ainsi que sur l'intensité de recyclage des déchets et le choix de consommer des aliments issus de l'agriculture biologique. Dans certains cas, ces effets peuvent être indirects. Par exemple, les résultats révèlent que le souci de ne pas produire des déchets solides dissuade de boire de l'eau en bouteille.

C'est pourquoi il importe que les pouvoirs publics appuient les campagnes d'information destinées à sensibiliser la population aux questions d'environnement et à induire des changements de comportements. Qui plus est, cette conscience accrue des répercussions environnementales des choix de consommation peut renforcer l'acceptabilité politique des mesures envisagées et en faciliter la mise en oeuvre. De même, les coûts d'application de ces politiques seront moindres dans la mesure où ces dernières paraîtront plus justifiées aux yeux des ménages.

Parallèlement à l'impact de la sensibilité environnementale des personnes interrogées, ces travaux ont mis en avant l'importance des normes sociales et environnementales en général. Des politiques peuvent avoir un effet sur les normes, par exemple sur la façon dont nous percevons les biens environnementaux que doivent protéger les politiques publiques. On en trouve une illustration avec le consentement à payer des ménages pour un programme de recyclage. Les résultats montrent que des motivations intrinsèques telles que le sens civique contribuent pour beaucoup à expliquer les efforts que nous consentons pour recycler. De ce point de vue, les décideurs devront donc tenir compte de l'effet des différentes mesures qu'ils prendront sur les normes personnelles. À cet égard, il serait utile d'approfondir le travail sur la relation entre les normes, les instruments de la politique publique et les décisions des ménages.

Même si les consommateurs se préoccupent de l'impact environnemental de leurs décisions d'achat et s'ils ont de fortes exigences environnementales, il est possible qu'ils n'aient pas accès aux informations nécessaires pour adopter un comportement idoine. Les conclusions de l'étude soulignent aussi l'utilité d'informer les consommateurs sur les caractéristiques des produits de sorte que les consommateurs puissent prendre des décisions éclairées. Pour être efficaces, les écolabels doivent être clairs et compréhensibles, aussi importe-t-il de veiller à ce qu'ils soient plus faciles à identifier et à comprendre. La confiance que l'on peut accorder à l'information fournie (et la source de cette information) est également un facteur d'efficacité.

Par ailleurs, les labels se révèlent particulièrement efficaces s'ils mettent en évidence des avantages tant « publics » que « privés ». Ces écolabels susciteront une réaction plus positive si les avantages environnementaux s'accompagnent d'avantages individuels plus directs pour le consommateur, comme un allègement de sa facture énergétique en contrepartie d'un comportement plus économe. Les avantages pour la santé que de nombreuses personnes interrogées associent à la consommation d'aliments biologiques en sont un autre exemple. Les écolabels pourraient exploiter davantage les possibilités offertes par ces avantages privés, d'autant que le consentement à payer pour une meilleure qualité environnementale est souvent limité.

---

### *Jouer sur l'offre pour compléter l'action sur la demande*

---

S'il est essentiel de jouer sur les prix et d'informer pour stimuler la demande d'une meilleure qualité environnementale, il importera en complément d'offrir aux ménages des services publics environnementaux adaptés. Des mesures telles que l'instauration de services de ramassage des matériaux recyclables, de transports en commun ou encore le choix des modes de production d'électricité comptent également. De fait, les résultats de l'enquête montrent que les mesures visant la demande ont un effet plus perceptible sur les comportements individuels lorsqu'elles sont associées à des investissements dans des services liés à l'environnement. Ils confirment, par exemple, que le fait de pouvoir emprunter les transports en commun a un impact sur le nombre de voitures individuelles et le nombre de kilomètres parcourus. De plus, la présence et la qualité des services de collecte de matières recyclables améliorent la participation au recyclage et son intensité, et les taux de recyclage sont plus élevés lorsque les ménages ont accès à des services de collecte en porte à porte.

Il est toutefois particulièrement important de conserver à l'esprit les coûts que représente la mise en place de ce type d'infrastructure. À titre d'exemple, les particuliers empruntent davantage les transports en commun s'il leur faut moins de cinq minutes pour y accéder depuis leur domicile. Pourtant, densifier à ce point les réseaux de transport en commun peut revenir excessivement cher. Dans le cas des déchets, si le système de recyclage par apport volontaire est moins efficace en termes de taux de recyclage que le ramassage porte-à-porte, ce dernier risque par contre d'être beaucoup plus coûteux.

D'après les résultats de l'enquête, les pouvoirs publics devront sans doute faire largement appel à des mesures ciblant l'offre chaque fois que les décisions écologiques ont tendance à être peu stimulées par la demande des ménages. Par exemple, les ménages ne semblent pas vouloir payer beaucoup pour consommer de l'énergie « verte », solaire ou éolienne, plutôt que de recourir à des sources d'énergie classiques. Ce constat concorde avec les résultats d'études précédentes. Et de fait, les ménages qui accepteraient une majoration de plus de 5 % de leur facture actuelle d'électricité pour consommer des énergies vertes sont relativement rares. Près de la moitié ne sont pas prêts à déboursier la moindre somme. De même, ils sont moins de 15 % à accepter de payer beaucoup plus cher pour consommer des aliments issus de l'agriculture biologique. Dans l'ensemble, 30 % des personnes interrogées ne sont pas prêtes à dépenser un centime de plus pour des produits biologiques.

En d'autres termes, la demande de qualité environnementale des ménages ne suffira vraisemblablement pas si l'on veut atteindre des objectifs politiques ambitieux. De plus, si l'introduction de mesures renchérissant suffisamment le prix d'un comportement ou d'une consommation préjudiciable à l'environnement se heurte à des contraintes politiques importantes, les mesures visant l'offre auront un rôle complémentaire significatif à jouer.

---

### *Associer divers instruments pour susciter un changement de comportement*

---

Les résultats de l'enquête fournissent suffisamment d'indications sur les conditions dans lesquelles il peut être nécessaire d'associer des instruments afin de renforcer l'efficacité et l'efficacé des politiques. L'association d'instruments de marché, de politiques d'information et de mesures ciblant l'offre a été évoquée ci-dessus.

Par ailleurs, au moment de mettre en oeuvre des panoplies de mesures visant à modifier le comportement des ménages, il est essentiel de garder à l'esprit que ces derniers ne pourront pas s'adapter en un jour. Il importe tout particulièrement de tenir compte de ce délai d'adaptation à des incitations fondées sur les prix lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes environnementaux dans des domaines où la consommation est fonction de choix d'investissement dans des biens d'équipement (appareils ménagers ou véhicules) voire même de la situation géographique et des caractéristiques de leur résidence. La réponse à court terme sera limitée, le temps que les ménages adaptent leur stock de biens durables et leur mode de vie. Différentes mesures peuvent d'ailleurs créer des incitations sur différents types de décisions. Certaines mesures (prix) peuvent avoir des répercussions plus importantes sur l'utilisation, tandis que d'autres (labels) joueront principalement sur les décisions d'investir. On voit ainsi comment ces instruments peuvent se compléter utilement les uns les autres.

Dans d'autres cas, les décideurs auront peut-être intérêt à introduire des mesures complémentaires si les barrières et défaillances du marché dissuadent d'effectuer des investissements particuliers susceptibles d'amortir des effets négatifs sur l'environnement. Par exemple, les locataires tireront moins d'avantage d'un investissement dans l'isolation de leur habitat que les propriétaires-occupants. Les propriétaires qui louent leurs biens seront moins incités à entreprendre ce type d'investissement parce qu'il profite principalement aux locataires qui voient leur facture énergétique s'alléger. De même, les locataires n'auront pas grand intérêt à investir dans un logement qu'ils ne possèdent pas, en particulier s'ils n'ont pas l'intention de l'occuper longtemps. L'intervention des gouvernements sur le marché locatif, à condition d'être bien conçue, peut lever certaines barrières.

---

### *Tenir compte des différences et cibler des groupes particuliers*

---

Les résultats de l'étude font apparaître d'importantes variations entre les différentes catégories de la population en ce qui concerne leur comportement à l'égard de l'environnement et leur réponse aux mesures prises. Par exemple, la réceptivité aux politiques des déchets varie selon que les ménages vivent en zone rurale ou urbaine et selon leur habitat. Dans bien des cas, ces variations s'expliquent par des différences de coûts et par la diversité des préférences dans les multiples segments de la population, et elles n'ont pas nécessairement de rapport direct avec l'action des pouvoirs publics. Il importe, en particulier, de ne pas perdre de vue le coût de la mise en place de politiques ciblées lorsque l'on évalue leur efficacité. Parfois, les avantages que l'on pourra en tirer ne justifieront pas le surcoût.

Cependant, les résultats de l'étude apportent d'intéressants éclairages sur l'identification des groupes particuliers auxquels s'adresseront les campagnes d'information et de promotion. Les caractéristiques démographiques et socio-économiques (âge, niveau d'éducation, etc.) peuvent servir à définir des segments particuliers de la population pour lesquels les politiques adoptées seront probablement les plus efficaces. Par exemple, les campagnes d'information visant à induire un changement du mode de mobilité individuelle auront d'autant plus d'efficacité qu'elles s'adresseront aux catégories qui se déplacent le plus en voiture, à savoir les hommes, les personnes d'âge mûr, et celles dont le revenu et le niveau d'éducation sont les plus élevés. Enfin, ces travaux mettent en lumière l'important rôle complémentaire que peuvent jouer des politiques autres qu'environnementales, par exemple, les mesures de redistribution des revenus ou la politique du logement.

Bien des politiques environnementales sont susceptibles d'avoir des effets redistributifs défavorables, ce que l'enquête confirme notamment en ce qui concerne la consommation d'eau des ménages. Les ménages à faible revenu seront vraisemblablement les plus pénalisés par une hausse des redevances car leur consommation d'eau leur coûte proportionnellement deux fois plus cher, par rapport à leur revenu, qu'aux ménages aisés. Par conséquent, lorsqu'ils adoptent des mesures destinées à aplanir d'éventuelles disparités entre catégories de revenus, les décideurs doivent veiller à en préserver tout à la fois l'efficacité économique et l'efficacité environnementale.

Les pouvoirs publics s'intéressent de plus en plus à l'analyse, du point de vue de la demande, des politiques environnementales, et notamment à des questions telles que l'adoption d'éco-innovations par les ménages. Un prochain volet de l'Étude de l'OCDE sur les ménages sera entrepris en 2011 afin de déterminer comment évoluent les attitudes et le comportement des consommateurs vis-à-vis de l'environnement et d'étudier les moyens de promouvoir la croissance verte et de favoriser l'instauration d'une économie sobre en carbone.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

**Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.**

**Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE** [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org) ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet [www.oecd.org/rights/](http://www.oecd.org/rights/)

